

*l'Anti*capitaliste

n°745 | 13 mars 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

**ZYED,
BOUNA,
ZINEB,
THÉO,
ADAMA,
NAHEL**



LA POLICE MATRAQUE, MUTILE **ET TUE**

ZOOM

Guerre. Vous reprendrez bien un peu d'union sacrée?

Page 3

INTERNATIONAL

USA. Les rassemblements «Stand up for science» s'opposent à Trump et à Musk

Page 4

ARGUMENTS

Une Internationale face aux soubresauts du monde

Page 5

CHAMP LIBRE

Kanaky. Entretien avec Omayra Naisseline et Roch Wamytan du FLNKS

Page 8

Édito

Chair à patrons,
chair à canons!Par **FABIENNE DOLET**

« Je roule en Cadillac dans les rues de Paris / Depuis que j'ai compris la vie. [...] Je vends des canons, des courts et des longs [...] Canons à vendre! », chantait Boris Vian qui faisait terminer son riche marchand en guenilles dans un tas de ruines. Mais voilà, pour le moment, certains fanfaronnent et se frottent les mains de leur « petit commerce » (le titre de la chanson). Le commerce de la mort engagé par l'Europe, sous la pression de l'axe Trump-Poutine, a pour première conséquence de faire passer toutes les questions sociales — déjà considérées comme des entraves à la bonne marche des profits — comme secondaires. Ainsi le président du COR (Conseil d'orientation des retraites), Gilbert Cette, économiste proche de Macron, a déclaré le 5 mars dans une tribune que « l'entrée progressive, plus ou moins explicite, dans une économie de guerre, rendra secondaires sinon dérisoires les débats actuels sur l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans. » La lucidité du propos n'enlève rien à son cynisme! Pourquoi parler âge de la retraite quand la mort guette? Mais surtout, pourquoi chercher à négocier face à l'économie de guerre toute-puissante? Puisqu'on le dit depuis des années aux salariéEs qu'il faut travailler plus... Hier, il fallait résorber la dette; aujourd'hui, il faut financer la guerre à venir, celle qui menace. N'avez-vous pas compris la vie? L'union sacrée, c'est aussi travailler plus (voir l'article de Une ci-contre)! D'ailleurs, le président de la CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises) vient en quelques heures de se faire un nom en proposant de travailler plus — 36 heures par semaine — pour financer la retraite par capitalisation... en jetant aux orties le système par répartition pourtant plus juste et bien moins cher. Les discours va-t'en guerre ne doivent pas nous faire oublier ni nos intérêts de classe ni nos droits: celui de vivre, de vivre dignement, de se soigner, de se loger, de s'instruire... Et au patriotisme qui sert de couverture aux marchands d'armes et d'étendant à toutes les extrêmes droites du monde, nous opposerons toujours notre internationalisme et notre soutien aux peuples opprimés et colonisés qu'ils soient en Ukraine, en Palestine ou au Sahara occidental. Ni chair à patrons ni chair à canons!

Bien dit

Si on payait les femmes autant que les hommes, cela résoudrait le déficit de nos régimes de retraite. Plus de salaire pour les femmes égal plus de cotisations pour les retraites, c'est mécanique!

SOPHIE BINET, secrétaire générale de la CGT, le 11 mars 2025 sur RMC-BFMTV.

À la Une

Violences policières: 20 ans après,
rien n'a changé... ou presque!

Le 15 mars, comme chaque année, une manifestation dénoncera les violences policières. Cette date résonne d'une actualité brûlante, alors que nous approchons des vingt ans des révoltes de 2005, déclenchées par le meurtre de Zyed et Bouna par la police.

Vingt ans, et pourtant la répression d'État n'a cessé de s'amplifier. Si la question des violences policières s'est imposée dans le débat public, si le vocabulaire a évolué, on ne parle plus de « bavures », mais bien de « violences policières », l'État, lui, persiste à nier leur existence et à les intensifier.

Des banlieues aux Gilets jaunes: la répression s'étend

En 2018, lors d'une manifestation pour réclamer des logements dignes à Marseille, Zineb Redouane a été tuée, visée par la police qui lui a lancé une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait la fenêtre de son appartement au quatrième étage craignant que les gaz remontent chez elle. Zineb Redouane a affirmé avoir été visée, mais la justice a laissé libre l'auteur du tir. Celles et ceux qui dénonçaient depuis longtemps les violences policières armées contre les non-blancs avaient raison: ce qui frappait les quartiers populaires allait se généraliser. Toujours en 2018-2019, avec le mouvement des Gilets jaunes, des milliers de personnes ont expérimenté à leur tour la violence d'un État policier qui ne tolère aucune contestation avec l'utilisation d'armes, comme les LBD et les flash-ball. ÉborgnéEs, mutiléEs, arrêtéEs en masse: la répression a été féroce, avec la complicité de l'exécutif. Ce qui s'abaissait hier sur les quartiers populaires s'est étendu aux manifestantEs, aux militantEs, aux syndicalistes. L'iceberg des violences d'État



a émergé aux yeux de celles et ceux qui pensaient y échapper. Les mobilisations contre la réforme des retraites en 2023 n'ont fait que confirmer cette logique. Coups de matraque, arrestations préventives, humiliations: les forces de l'ordre ont agi avec la même brutalité. Mais malgré ces exactions répétées, l'État continue de nier l'évidence. Macron refuse le terme de violences policières, Darmanin « s'étouffe » quand il l'entend, et le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, couvre et protège les policiers qui frappent, mutilent et tuent.

2005-2025: un déni d'État et une extrême droite en roue libre

Si le vocabulaire a changé, la réponse politique, elle, reste inchangée: impunité pour la

police, criminalisation des victimes et de leurs soutiens. L'extrême droitisation de la société encourage cette répression. Après la mort de Nahel, assassiné par un policier en 2023, une cagnotte de soutien au tireur a recueilli plus d'un million d'euros. Un signal glaçant: une partie de la population assume désormais ouvertement son soutien aux meurtres policiers. Dans ce contexte, voir le policier qui a tué Nahel être poursuivi pour homicide est une exception, une avancée à noter. L'IGPN réclame même un conseil de discipline. Le rapport de forces est pourtant loin d'être inversé. Plusieurs organisations avaient soutenu les jeunes révoltéEs après la mort de Nahel. En septembre 2023, une marche unitaire contre les violences policières et le racisme systémique

rassemblait plusieurs milliers de personnes à Paris. Nous n'avons pas réussi à inverser la tendance. L'État, lui, continue son offensive sécuritaire, et les policiers d'agir dans l'impunité.

Répression généralisée: l'iceberg que nous avons percuté

Les violences policières ne sont que la face émergée d'un iceberg de répression d'État. Lois sécuritaires liberticides (loi Sécurité globale, loi anti-squat, multiplication des interdictions de manifester), dissolutions arbitraires d'organisations militantes, criminalisation du soutien à la Palestine... L'État policier ne se cache plus. Il avance à visage découvert, certain que l'opposition restera divisée et incapable de répondre.

Il est encore temps d'inverser la tendance. La marée fasciste n'est pas inévitable. Nous devons construire un front large contre la répression, unir les luttes et ne pas céder au fascisme. Nous l'avons démontré le 8 mars dernier. Cela doit continuer le 15 mars, dans la rue, pour dénoncer les violences policières et affirmer que nous ne laisserons pas la peur et l'autoritarisme nous écraser. Zyed, Bouna, Zineb, Théo, Adama, Nahel et touTEs les autres, on n'oublie pas, on ne pardonne pas!

Amel et Stéphane Waha

À lire sur le site

8 mars, des manif deux fois plus grosses qu'en 2024

La guerre à la drogue, prétexte pour attaquer les messageries cryptées!

Acturama



UN 8 MARS SOUS LE SOLEIL ET LA CLARTÉ POLITIQUE À PARIS

Les flics ont redoublé de zèle pour que l'extrême droite puisse défiler le 8 mars à Paris. Les organisatrices avaient refusé de voir Némésis et Nous vivrons s'insérer dans leur cortège. Pari réussi! Mais la préfecture a bien montré qu'elle protégeait les racistes de Némésis. Sans surprise! D'autant moins que Retailleau soutient Némésis! Les féministes, elles, défendent des droits pour toutes et tous, une perspective d'émancipation sociale et antiraciste.

Voir notre article en ligne: <https://lanticapitaliste.org/actualite/feminisme/8-mars-des-manifs-deux-fois-plus-grosses-que-2024>

© PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

GUERRE Vous reprendrez bien un peu d'union sacrée ?

Que peut-on attendre d'un chef de l'État en déroute, d'un Premier ministre illégitime, d'un gouvernement convergeant avec l'extrême droite ? Comment se maintenir au pouvoir « quoi qu'il en coûte » ?

Par l'union sacrée : union sacrée contre le terrorisme, union sacrée face à la pandémie, union sacrée raciste anti-immigrés... Les sorties de Trump, son soutien à l'agression russe en Ukraine et la fin pressentie de la « protection » américaine en Europe ont offert à Macron, Bayrou et Retailleau l'occasion d'une poussée de nationalisme militariste.

Le projet de réarmement

Les 413 milliards de loi de programmation militaire (2023-2027) et les projets de « réarmement moral de la jeunesse » s'inscrivent déjà dans une forte tendance à la hausse des dépenses militaires dans le monde. « 2 443 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 6,8% en termes réels par rapport à 2022. Il s'agit de la plus forte augmentation d'une année sur l'autre depuis 2009 », dont 1 341 milliards de dollars pour les 31 pays de l'Otan, explique le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute).

Le grand projet réactionnaire de renouveau de la « grandeur » nationale (associé à la nouvelle phase de développement de l'EPR, malgré le naufrage financier et technique des chantiers et sites existants) peut maintenant espérer s'inscrire dans le cadre d'une stratégie militaire européenne à 800 milliards d'euros.

L'Europe, garante du droit international ?

Avec la collusion entre Trump et Poutine, l'occasion est donnée à Van der Leyen, Scholz, Macron, Starmer et d'autres de se présenter en dirigeants d'une Europe de la démocratie libérale, garante du droit international (contre l'annexion du Groenland) et de « valeurs éclairées ». Rien ne pourra

L'EUROPE PRÊTE POUR LA GUERRE



cependant faire oublier leur responsabilité accablante dans la situation actuelle. Ils peuvent bien s'émouvoir de « l'isolement » inédit de l'Europe, de l'accroissement des risques de guerre. Ce sont eux qui depuis 18 mois ont intégralement soutenu et justifié l'appui militaire, politique et médiatique inconditionnel à un pouvoir ouvertement fasciste, colonial et génocidaire en Israël. Les mêmes ont participé au saccage du droit international qu'ils et elles prétendent défendre. Les mêmes avaient prospéré sur les ventes d'armes massives à l'Arabie saoudite dans sa guerre de sept ans au Yémen, et font leurs calculs sur les bénéfices qui pourront être tirés des catastrophes en cours au Soudan et en RDC. Les mêmes — Allemagne, France, Grande-Bretagne, en particulier — ont renoncé à toute intelligence diplomatique (au moins) vis-à-vis du Sud Global et de la Chine, en adoptant les slogans et la stratégie de la

tension et de la déstabilisation dans une région du monde déjà parsemée de centaines de bases militaires américaines. Comment pleurer sur le nouvel « isolement de l'Europe » et une montée des périls au sein du bloc impérialiste historique Europe - États-Unis quand celui-ci a encouragé les pires dérives inégalitaires, militaristes, racistes, et désormais ouvertement fascistes, dans l'ignorance de la plupart des opinions publiques mondiales ?

L'action des fabricants d'armes en hausse

Depuis la prise de pouvoir de Trump en janvier, l'action du fabricant d'armes allemand Rheinmetall a pris 73% ; Thales, 65% ; l'italien Leonardo, 60% et le britannique BAE Systems un « modeste » 33%. Comme l'ont montré la crise des subprimes de 2008 et la pandémie de Covid-19, les ressources mêmes gigantesques ne manquent jamais pour la sainte trinité du capitalisme, de l'impérialisme et du militarisme. De quoi aller prier à Notre-Dame de Paris restaurée en quelques mois. Union sacrée, c'est le cas de le dire ! Refuser l'union sacrée doit être une ligne rouge pour une gauche convergente et solidaire, prête à combattre les attaques sur toutes les formes de redistribution encore existantes ou sur l'épargne, prête à défendre une orientation internationaliste. Une gauche tournée vers les résistances ukrainiennes et palestiniennes. Et pour une diplomatie anti-guerre sortant la France et l'Europe de leur mépris chronique des peuples de la planète. Lesquels paieront le prix de la précipitation du chaos climatique dont le militaire, avec ou sans guerre, est un facteur central désormais avéré.

Thierry Labica

ANTICOLONIALISME Algérie, le pouvoir structurant de la colonisation sur le racisme

Jean Michel Apathie, célèbre chroniqueur mainstream, a été suspendu d'antenne par la direction de RTL le 5 mars après avoir rappelé que la France avait commis des massacres pendant la colonisation de l'Algérie.

Le motif de la suspension de ce chroniqueur, peu connu pour ses positions radicales : avoir indiqué que la France a effectué « des centaines d'Oradour-sur-Glane » (en référence au massacre perpétré par la division SS Das Reich dans le village de la Loire en 1944) en Algérie. Cette simple affirmation a déclenché l'indignation sur tous les médias de Bolloré, celles de Bardella et de Ciotti qui a renvoyé Apathie à ses origines en le qualifiant d'« influenceur algérien », dans une logique proprement raciste qui empêche de comparer les crimes commis par les Français à ceux subis par eux. L'ARCOM a même été saisie. La chaîne de Bolloré n'avait pourtant pas été aussi zélée concernant Zemmour qui n'a jamais été suspendu malgré plusieurs condamnations...

La réalité historique des massacres

Apathie n'a fait que rappeler des vérités historiques sur l'invasion

coloniale de l'Algérie à partir de 1830. Il a spécifiquement fait référence aux enfumades, pour lesquelles le général Bugeaud était célèbre, qui consistaient à bloquer des enfants, des femmes et des hommes réfugiés dans une grotte et à les asphyxier jusqu'à la mort. Il aurait également pu citer les pillages et destructions systématiques de villages ; les massacres de civils, les décapitations et l'utilisation du viol pour soumettre les populations. Ces crimes furent effectués dans l'objectif d'accaparement des terres et des ressources face à la nécessité de faire de la place pour octroyer les terres aux colons. Ainsi, la colonie française s'est installée dans et par le sang jusqu'à la guerre de libération, durant laquelle la France s'est également distinguée par ses crimes de guerre : punitions collectives, viols, massacres et tortures. Cette réalité historique est bien souvent méconnue tant il existe

encore un révisionnisme colonial sur ce que fut la brutalité du colonialisme français. Refuser de la reconnaître implique que toute référence aux crimes de la France en Algérie serait une insulte « au peuple français ». D'ailleurs, le RN a emboîté le pas sur la défense de la colonisation et la surenchère raciste. Cette suspension s'inscrit dans une aggravation des tensions avec l'Algérie, ravivées après la déclaration de Macron sur la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental.

Surenchère raciste du gouvernement

Depuis mi-novembre, la droite et l'extrême droite mènent une véritable offensive sur les accords franco-algériens qui régissent l'entrée et le séjour des ressortissants des deux pays depuis 1968. En premier lieu, Retailleau — en campagne pour la présidence du parti LR — a surenchéri après l'attaque du 24 février à Mulhouse

en accusant l'Algérie de refuser le retour d'Algériens expulsés. Le 26 février, Bayrou a annoncé un ultimatum empreint de néocolonialisme : la révision de tous les accords sous 6 semaines si l'Algérie ne délivre pas plus de laissez-passer consulaires. Les mêmes médias sont en boucle ; la droite et l'extrême droite à l'unisson pour réclamer la dénonciation de ces accords qui seraient injustement avantageux pour les Algériens — accord obtenu après 132 ans de domination coloniale et dont la portée a été réduite par les accords successifs. Ce nouveau bras de fer qui mélange politiques intérieure et extérieure est un reflet de la radicalisation raciste du gouvernement qui, au risque de rompre définitivement les liens avec l'Algérie, marque une amplification de la rhétorique néocoloniale développée à des fins internes et externes.

Édouard Soulier & Louisa D.

No comment

Ce que nous avons fait avec la proposition de loi votée hier, c'est de permettre de recréer des licences 4 dans les petits villages de moins de 3500 habitants, où il n'y a strictement plus rien. [...] c'était l'occasion à la fois de revaloriser les cafés, les bistros, qui sont des endroits de convivialité, de sociabilisation, et qui sont un élément de notre patrimoine national, et de le faire en supprimant une contrainte administrative, qui est la licence 4, dans les communes qui aujourd'hui en sont totalement dépourvus.

Le 11 mars sur LCP, GUILLAUME KASBARIAN, jamais à court d'une bonne idée pour... la santé de nos concitoyens, toujours obsédé par la contrainte administrative, beaucoup moins par les services publics de santé.

Agenda

Jeudi 13 mars, réunion-débat du NPA : « Patrons, patrie, patriarcat, mêmes racines, même combat », Melun (77). À 19h, Espace Saint-Jean, 26, place Saint-Jean à Melun.

Samedi 15 mars, marche contre les violences d'État et le racisme systémique, Paris. Plus d'infos à venir.

Samedi 15 mars, projection du film Ground zero en présence du réalisateur palestinien Rashid Masaharawi, Les Mureaux (78). À 14h, au cinéma Frédéric Dard aux Mureaux.

Lundi 17 mars, Rencontres de la Brèche : Pourquoi l'écologie perd toujours ? Avec Clément Sénéchal et Mathilde Millat, Paris 12^e. À 19h, au Théâtre Traversière, 15 bis, rue Traversière.

Mercredi 19 mars, « Palestine - Théâtre de la résistance », Paris 19^e. La ligne bleue, de Tina Hamdan, à 19h au DOC, 26 rue du Docteur Potain. Organisé par Urgence Palestine Paris 19^e.

Mercredi 19 mars, « Voix de Palestine, voix du droit », Paris. Rencontre avec Raji Sourani (Gaza) et Shawan Jabareen (Jérusalem), à 19h 30, à la Bourse du Travail, métro République.

Mercredi 19 mars, conférence « BDS universitaire, histoire et perspectives », Paris 6^e. Avec avec Dror Warschawski, à 18h, à la Maison de la recherche, 28 rue Serpente. Inscription obligatoire : <https://forms.gle/YqKxkFitAFSNrdLeA>

Vendredi 21 mars, meeting « Génocide en Palestine, points de vue croisés », Paris. À 20h à la Bourse du travail (salle Henaff), 29 boulevard du Temple. Avec Naim Bouilli, Rima Hassan, Yaël Lerer et Pierre Stambul, organisé par l'UJFP.

Samedi 22 mars, journée internationale contre le racisme et le fascisme. À Paris, manifestation à 14h à République.

Samedi 22 mars, journée de débats « Santé aujourd'hui, comprendre et agir », Saint-Étienne-le-Mocard (42). Dès 9h, à la salle des fêtes de Mocard. Concert solidaire à 20h.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



SAHEL Au Mali, l'impasse de la guerre à outrance

Dans le pays se dessine une alliance entre force djihadiste et force indépendantiste au nord du Mali, ce qui améliorerait leur rapport de forces dans le conflit en cours.

En février a eu lieu dans la région de Sikasso une attaque contre le convoi du ministre de l'Enseignement supérieur, puis une seconde une semaine plus tard sur l'axe Kati-Soribougou. Cette fois-ci c'était le ministre de l'Assainissement qui était visé. Deux raids revendiqués par les islamistes qui ne cessent de gagner du terrain, au point que l'État ne contrôle plus que la moitié du territoire.



Une volonté de paix

Dans cette situation difficile pour la junte militaire, l'annonce de pourparlers entre le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaïda et le Front de libération de l'Azawad (FLA) regroupant l'ensemble des organisations indépendantistes ou autonomistes du nord du Mali, est une nouvelle source d'inquiétude. Un premier pacte de non-agression avait été signé au printemps 2024 entre les deux organisations aux agendas très différents. Les islamistes veulent instituer un État sur la base de la charia, alors le FLA milite, au moins pour les plus radicaux en son sein, pour une sécession du pays. Ces pourparlers sont une réponse au désir des populations souhaitant la paix. Une volonté affichée depuis des années et renouvelée lors du dialogue national organisé par les putschistes. Le FLA s'y est dit sensible d'autant que cette idée est aussi largement partagée par les membres des communautés où il est implanté. Il y a aussi l'idée que le GSIM pourrait abandonner une partie de son programme et de ses méthodes les plus radicales à l'image de l'évolution du Front al-Nosra participant à la création de Hayat Tahrir al-Cham en Syrie qui a pris les rênes du gouvernement en Syrie.

Négociations en cours

Il semble que le GSIM ait accepté la proposition du FLA sur les modalités d'exercice de la charia qui serait appliquée de manière moins brutale et sous la responsabilité des notables religieux reconnus par les communautés indépendamment de leur affiliation ou non au GSIM. Pour ce dernier, la désaffiliation d'Al-Qaïda pourrait même être envisagée si des ruptures importantes se produisaient à l'intérieur du pays comme la chute du pouvoir, ou l'indépendance de l'Azawad. Bien que le GSIM considère que la communauté internationale accepterait plus facilement un État fondé sur la charia que la partition du Mali. Enfin, si la situation se présente, le GSIM n'exclut pas la possibilité d'une administration commune de villes ou de territoires avec le FLA. Ce rapprochement des deux organisations est aussi la conséquence de l'attitude de la junte, appuyée par les mercenaires russes de Wagner/Africa Corps, qui se refuse à envisager une solution politique à cette crise qui s'ancre pourtant dans des problèmes économiques, sociaux et communautaires.

Les populations paient le prix fort de cette fuite en avant sécuritaire des putschistes. Ainsi les forces armées maliennes et leurs supplétifs russes ont fait en 2024 trois fois plus de victimes parmi les civils que les islamistes. Même si ces derniers, par leur politique d'encercllement des villes, approfondissent la paupérisation des populations et mènent des actions violentes de représailles.

Paul Martial

USA Les rassemblements « Stand up for science » s'opposent à Trump et à Musk

Le 7 mars, dans trente villes des États-Unis, des milliers de personnes se sont jointes à des rassemblements de protestation organisés par « Stand up for science » (Debout pour la science).

Elles dénonçaient les coupes budgétaires opérées par Donald Trump et Elon Musk dans de nombreuses agences gouvernementales américaines, universités et organisations à but non lucratif qui financent la recherche dans les domaines de la santé et du climat, et de nombreux autres domaines scientifiques. Des manifestations ont eu lieu au Lincoln Monument à Washington, au centre civique de San Francisco et dans de nombreuses universités. J'ai participé à une manifestation à Washington Square à New York et j'ai rencontré des médecins et des scientifiques qui travaillent sur les vaccins, le cancer et la santé des travailleurs. L'un d'entre eux portait une pancarte sur laquelle était écrit « Plus de science, moins de DOGE », en référence au ministère de l'efficacité gouvernementale dirigé par le milliardaire et homme de main de Trump, Elon Musk, qui a licencié des dizaines de milliers de travailleurs.

50 000 emplois menacés

Elon Musk a licencié des centaines de travailleurs de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) qui s'occupe de la météo et du climat, et plus d'un milliard de travailleurs des Centers for Disease Control (CDC) et des National Institutes of Health (NIH). Le CDC répond aux maladies infectieuses et aux urgences de santé publique comme le covid, tandis que les

NIH financent la recherche biomédicale. Des travailleurs de ces agences et d'autres agences scientifiques ont également été indemnisés pour accepter de quitter leur emploi ou bien licenciés, d'autres subissent des pressions pour partir et certains démissionnent parce qu'ils ne voient pas d'avenir pour leur travail sous Trump.

Trump et Musk ont également réduit de dizaines de milliards de dollars les budgets des universités publiques et privées menant des recherches scientifiques et sanitaires, y compris une réduction de 400 millions de dollars du financement de la recherche à l'université de Columbia, ciblée parce qu'elle n'aurait prétendument pas protégé les étudiant·es juifs lors des manifestations pro-palestiniennes. Selon les estimations, ces coupes dans des dizaines d'établissements universitaires entraîneront le licenciement de près de 50 000 employés.

Risque vital

Un juge fédéral a forcé l'administration Trump à suspendre temporairement ses coupes dans le financement fédéral de la recherche médicale et scientifique. L'ordonnance du juge stipule ce qui suit : « Cette annonce a un impact sur des milliers de subventions existantes, totalisant des milliards de dollars dans les 50 États — un changement unilatéral au cours d'un week-end, sans tenir compte des recherches et des



CHARMAG

essais cliniques en cours. Le risque imminent d'interruption d'essais cliniques vitaux, de perturbation du développement de recherches et de traitements médicaux innovants et de fermeture d'installations de recherche, sans tenir compte des soins actuels aux patients, justifie l'émission d'une ordonnance restrictive temporaire à l'échelle nationale pour maintenir le statu quo, jusqu'à ce que la question puisse être pleinement examinée par le tribunal».

Antiscientifiques, antivax et loi du plus fort

Les protestations concernent principalement les réductions de financement, la fermeture de programmes et le licenciement de travailleurs, mais il y a aussi une lutte contre la promotion antiscientifique des théories conspirationnistes par l'administration Trump.

Robert F. Kennedy Jr, aujourd'hui à la tête du ministère de la Santé et des services sociaux, est un détracteur des vaccins. Alors que l'épidémie de rougeole au

Nouveau-Mexique et au Texas atteint les 200 cas, avec deux décès, un enfant et un adulte, Kennedy recommande aux gens de prendre de l'huile de foie de morue, de la vitamine A, des stéroïdes et des antibiotiques, plutôt que de préconiser des vaccinations, pourtant l'approche la plus efficace pour contrôler les épidémies de rougeole.

« La promotion de l'huile de foie de morue et des vitamines ne fait que détourner l'attention du message principal, qui est d'augmenter le taux de vaccination », a déclaré à la National Public Radio le Dr Amesh Adalja, médecin spécialiste des maladies infectieuses et chercheur principal au Johns Hopkins Center for Health Security. La rougeole est la maladie la plus contagieuse de la planète et le fait de ne pas insister sur la vaccination ne manquera pas d'entraîner de nouveaux décès. « Stand up for science » était la troisième d'une série de manifestations nationales contre Trump.

Dan La Botz
(traduction Henri Wilno)

PALESTINE Le soutien aux PalestinienNEs sous le feu de la répression d'État et de l'extrême droite

Alors qu'Israël saborde la mise en œuvre du cessez-le-feu et continue le génocide des PalestinienNEs, l'État choisit de franchir un nouveau cap dans la répression du mouvement de solidarité.

Ainsi cette année, une première, la préfecture de Paris a tenté d'interdire une manifestation féministe : la « marche féministe radicale de nuit » du vendredi 7 mars.

Un cap supplémentaire de franchi dans la répression

L'interdiction de cette marche féministe, anti-raciste et anticolonialiste qui a lieu depuis 2020 prenait justement pour prétexte la solidarité affirmée des collectifs et associations organisatrices avec la Palestine. Selon l'arrêté émis par le préfet de Paris, il existait « un risque important que des propos appelant à la haine et à la discrimination soient prononcés ». Plus précisément que « le message que les militants des collectifs Samidoun et Urgence Palestine entendent véhiculer conduise à heurter la communauté juive ainsi qu'à provoquer des débordements lors du rassemblement déclaré ». L'arrêté du tribunal administratif qui a cassé l'interdiction est un camouflet pour la préfecture. Selon lui, cette marche ne s'est jamais accompagnée « de violences ou de la diffusion de messages incitant à la haine ou à la discrimi-

FOUILLES DES SACS AU COLLÈGE



CHARMAG

mination, y compris lorsque des collectifs de soutien à la Palestine y avaient participé»... Fin de l'histoire ?

Le racisme et le soutien au sionisme au cœur des attaques

En fait, cette tentative d'interdiction est un symptôme de la fascisation en cours avec ses attaques sur les libertés démocratiques. C'est aussi une indication d'un enjeu pour les soutiens de l'État d'Israël : continuer d'attaquer le mouvement de solidarité afin d'en empêcher

le développement. Affaiblir le mouvement de solidarité, isoler les PalestinienNEs pour les faire disparaître. Ces attaques sont également une manière de développer toujours plus le racisme et de renforcer l'alliance du gouvernement avec l'extrême droite. Ainsi des menaces de déchéance de nationalité contre Rima Hassan car elle rappelait la légitimité de la résistance armée contre l'occupation, inscrite dans le droit international. Ces menaces ont notamment été formulées par deux ministres ! Peu importe que ces menaces n'aient aucune chance d'aboutir, elles participent à alimenter le climat de haine médiatique vis-à-vis de toute voix qui s'élève contre le génocide et elles alimentent les fan tismes racistes et islamophobes sur la « menace intérieure ». Et ce sont les militant·es racisés·es qui en subissent les conséquences matérielles en cas de condamnation. Le message est clair : feu vert pour les fachos d'un côté et répression des antiracistes de l'autre.

Notre réponse : l'internationalisme et l'antiracisme de nos luttes

La meilleure réponse à ces attaques fut celle apportée par la massivité et l'internationalisme de la mobilisation du 8 mars où a résonné « Femmes de Gaza, femmes de Palestine, c'est l'humanité qu'on assassine ! » Prochaines étapes : la manifestation contre les violences policières du 15 mars et celle contre le racisme du 22 mars.

William Daunora

UNE INTERNATIONALE FACE AUX SOUBRESAULTS DU MONDE



La Quatrième Internationale a tenu fin février son 18^e Congrès mondial en Belgique. La crise multidimensionnelle actuelle renforce la conviction qu'une organisation internationale de lutte politique est un outil essentiel pour construire une alternative à la cruauté et à l'absurdité de l'ordre capitaliste existant. C'est pourquoi des militantEs du NPA-l'Anticapitaliste, d'Ensemble, de la Gauche écosocialiste (GES) et du NPA-Révolutionnaire se retrouvent dans la Section française de la Quatrième Internationale (SFQI).

Qu'est-ce que la Quatrième Internationale ?

La Quatrième Internationale (QI), qui défend l'auto-organisation des exploités et des opprimés pour l'abolition du capitalisme et la construction de l'écosocialisme, rassemble des organisations convaincues qu'atteindre cet objectif n'est pas possible sans une transformation révolutionnaire de la société. Elle veut exprimer les meilleures traditions marxistes et internationalistes, avec une mise en œuvre pratique d'une solidarité internationale indépendante de tout pouvoir.

Cinq continents et 40 pays

Bien que modeste en effectifs, la QI est présente sur les cinq continents avec des organisations dans plus de 40 pays. Ses militantEs participent à la lutte des classes, construisant des mouvements sociaux et des partis afin de faire avancer un projet révolutionnaire et émancipateur pour le 21^e siècle. Elle fonctionne comme une organisation politique démocratique, avec des Congrès mondiaux tous les 7 à 8 ans, et des organes de direction élus et rendant des comptes régulièrement : le Comité international qui se réunit tous les ans, et le Bureau exécutif. La QI a un institut international de recherche et formation à Amsterdam (IIRF/IIRE), qui parraine aussi des sessions en Asie, et elle tient tous les ans un camp international de jeunes révolutionnaires (RIJ) auto-organisé par les secteurs jeunes de ses sections européennes. Ce camp est situé chaque année dans un pays européen différent.

De la fondation en 1938 aux scissions des années 1950

La Quatrième Internationale a été fondée en 1938 par Léon Trotsky et d'autres militantEs révolutionnaires. Elle s'est définie à la fois en opposition à la bureaucratie stalinienne despotique qui avait détruit la dynamique révolutionnaire déclenchée par la révolution d'octobre 1917, et au capitalisme dans toutes ses variantes, libérales, autoritaires ou fascistes.

En raison des terribles pertes de militantEs dans les résistances antistaliniennes et antifascistes, mais aussi de la complexité du monde qui a émergé de la Seconde Guerre mondiale, la Quatrième Internationale a connu plusieurs scissions au cours des années 1940 et 1950, mais elle a été en partie réunifiée en 1963 sur la base d'une compréhension commune de la nouvelle



dynamique des trois secteurs de la révolution mondiale : à l'Est, au Nord et au Sud.

Nouvelle vague de jeunes et lutte anticoloniale

Dans les années 1960 et 1970, la QI et ses sections ont participé à la vague mondiale de luttes, promouvant la radicalisation et l'auto-organisation des jeunes, des travailleurEs et des femmes, s'opposant aux guerres coloniales et impérialistes. Cela, notamment lors de la flambée de mai-juin 1968 en France, a aidé à comprendre l'importance des luttes de la jeunesse et l'a amené à converger dans de nombreux pays avec les nouvelles avant-gardes radicales de l'époque, incorporant les nouvelles expériences, et comprenant la nécessité de développer la lutte contre les différentes oppressions spécifiques et la lutte des classes dans un projet révolutionnaire commun.

De la chute du Mur à l'altermondialisme et l'écosocialisme

Dans les années 1990, avec la chute de l'Union soviétique mais aussi la détérioration du rapport de forces due à l'offensive capitaliste néolibérale, il était d'autant plus urgent de contribuer au renouveau du marxisme, à la formation de nouveaux partis ou coalitions plus larges que les sections de la QI dans différents pays du monde, utiles à la lutte des classes.

Au cours des années 2000, les militantEs de la QI ont été pleinement impliqués dans le mouvement altermondialiste, aidant à rassem-

bler des militantEs de traditions différentes. Aujourd'hui, ses militantEs continuent de s'investir dans les mouvements féministes, les mouvements écologiques, les mouvements antiracistes, les mouvements LGBTIQ, les luttes sur les lieux de travail et les mouvements ouvriers, en cherchant à développer l'unité et la coopération internationale pour atteindre des résultats immédiats et développer une conscience anticapitaliste radicale qui réinvestisse une stratégie révolutionnaire.

En 2010, la QI s'est définie comme écosocialiste, expression concentrée de la lutte commune contre l'exploitation du travail humain et contre la destruction des ressources naturelles par le capitalisme.

Jacques Babel

Site <https://fourth.international/fr>



Comprendre et agir en Internationale!

Un congrès mondial nécessite une préparation sur un temps assez long permettant à toutes les organisations de se saisir des débats, notamment par la traduction de tous les textes dans différentes langues. Les accélérations qu'a connues la situation mondiale ces derniers mois nous ont obligés à actualiser le texte initial grâce à des discussions riches des divers points de vue de notre Internationale.

Polycrise structurelle

Notre congrès se tenait un mois à peine après l'investiture de Trump. La présence de camarades des USA a permis de saisir les conséquences des annonces du président et de discuter des répercussions plus larges grâce aux contributions des camarades d'Amérique latine, d'Asie et évidemment de Palestine. Le nouveau président américain apparaît comme l'avant-garde de l'extrême droite mondiale aux côtés du gouvernement génocidaire de Netanyahu. En Inde, en Turquie, en Hongrie, les gouvernements en place réussissent à combiner l'apparence de démocraties avec des politiques extrêmement autoritaires et répressives. Il est clair que le système capitaliste cherche une issue économique, politique et idéologique à la polycrise structurelle en cours.

Soutenir les peuples en lutte au Moyen-Orient

Nous assistons à la multiplication des situations de guerre et de tensions inter-impérialistes. La situation en Palestine a fait l'objet d'une résolution particulière. L'Internationale est très engagée dans la construction d'un mouvement mondial de solidarité. Elle revendique l'arrêt des massacres, le retrait des troupes, la reconstruction de Gaza aux frais des puissances impérialistes, la libération des prisonnierEs, le droit au retour des PalestinienNEs, le démantèlement de l'État sioniste d'Israël. Si la chute du régime de Bachar-el-Assad est un soulagement, nous savons que, pour triompher, les forces progressistes doivent être soutenues à l'échelle mondiale, en particulier les forces kurdes qui luttent au Rojava.

Total soutien aux travailleurEs d'Ukraine et à leurs organisations

La situation en Ukraine a également donné lieu à une résolution spécifique. Des désaccords existent sur notre positionnement, liés à des différences d'appréciation sur la nature du conflit. La résolution majoritaire est le résultat du travail de nos camarades ukrainien et russe présents lors de ce congrès. La guerre en Ukraine est le produit de l'impérialisme expansionniste de la Russie mais s'inscrit également dans la crise globale du capitalisme et les tensions interimpérialistes qui en découlent. L'Internationale réaffirme son soutien aux travailleurEs d'Ukraine et à leurs organisations. Nous n'avons pas d'illusions sur le gouvernement de Zelenski qui s'adapte aux exigences de ses capitalistes nationaux et des puissances occidentales. Le peuple ukrainien doit avoir les moyens de se défendre et l'aide accordée doit l'être sans conditions.

Urgence climatique

Cette situation de militarisation croissante est un élément de la polycrise du système capitaliste. Une large part de nos échanges a été consacrée aux interactions entre la crise économique et ses conséquences sociales, démocratiques et écologiques. Ce congrès nous a dotés d'un document programmatique intitulé *Manifeste pour une révolution écosocialiste – Rompre avec la croissance capitaliste*¹. Il n'est pas possible de résoudre les problèmes de manière séquentielle, d'abord la lutte contre l'extrême droite et ensuite la prise en compte des questions écologiques. L'urgence climatique nous impose d'agir immédiatement et les réponses à la polycrise du capitalisme sont indissociables : les peuples du monde entier doivent être unis et solidaires pour mettre à bas les régimes autoritaires, combattre les puissances impérialistes, prendre les mesures d'urgence sociales et écologiques qui s'imposent à l'échelle de la planète, en un mot pour une révolution mondiale!

Elsa Collonges

¹ – À ce sujet, voir l'article dans le numéro 743 :

<https://lanticapitaliste.org/opinions/international/>

ive-internationale-il-sagit-dun-manifeste-ecosocialiste-un-manifeste-du

FACS Les jeunes de Montpellier continuent de mobiliser en faveur des PalestinienNEs

«À Paul-Va, le sionisme ne passera pas». À Montpellier, la lutte des étudiantEs contre les accords avec les universités israéliennes se construit.

Environ de 200 étudiantEs se sont rassemblés le mardi 4 mars après-midi devant le bâtiment administratif de l'université Paul-Valéry pour une manifestation organisée par le Comité universitaire Palestine Montpellier (CUPM). À l'intérieur était débattue en conseil académique une motion, proposée par le Comité Palestine, demandant la suspension des accords entre l'université Paul-Valéry et trois facultés israéliennes.

Mettre fin au partenariat avec l'université de Tel-Aviv

Le CUPM s'est formé en novembre 2023 à la suite de l'appel des étudiantEs de Birzeit en Cisjordanie. Cet appel invitait la communauté universitaire du monde entier à soutenir les voix palestiniennes, intensifier la solidarité et à participer à isoler Israël par une stratégie de boycott économique et académique. Cette stratégie s'inspire du combat victorieux contre l'apartheid sud-africain. Les universités israéliennes sont ciblées car elles collaborent activement avec l'État colon israélien et son armée génocidaire: bourses spécifiques aux étudiants réservistes, partenariats de recherche sur les équipements militaires, cursus de formations des cadres de l'armée... L'université de Tel Aviv, avec laquelle l'université Paul-Valéry de Montpellier a un partenariat, a par exemple développé la doctrine Dahiya, recommandant de frapper les infrastructures civiles palestiniennes avec une force disproportionnée et d'infliger le maximum de destructions.

Partenariat avec l'université palestinienne de Birzeit rétabli

Au printemps 2024, après une succession de manifestations et un envahissement du bâtiment administratif, le comité avait réussi à obtenir un rendez-vous avec le vice-président de l'université. La suspension des accords avait été écartée au prétexte de la défense de la liberté académique, cependant la mobilisation a permis de rétablir l'accord de partenariat avec l'université palestinienne de Birzeit. Cette réponse restait insuffisante pour le comité et vue comme une position de fausse neutralité renvoyant dos à dos colon et colonisé.

Une motion et des mobilisations

Lors des élections étudiantes de novembre 2024 le comité a soutenu deux listes se positionnant clairement en soutien à la Palestine, et dispose maintenant de plusieurs éluEs alliéEs. Grâce à ces éluEs, le comité a pu déposer une motion de suspension des accords en conseil académique (instance rendant des avis et prenant des décisions relatives à l'offre de formation et la recherche). Malgré la mobilisation de 200 étudiantEs pendant une manifestation de près de trois heures en parallèle de la discussion et du vote, la motion a été rejetée avec 38 voix contre, 18 voix pour et 2 abstentions. Information notable, le vote de cette motion s'est fait à bulletins secrets, alors que les scrutins sont d'ordinaire publics dans cette instance. Un élu étudiant nous a dit n'avoir jamais vu un vote à bulletins secrets en plus de deux ans. Cette stratégie mêlant lutte institutionnelle et tentative d'imposer un rapport de forces par la mobilisation étudiante sera de nouveau à l'œuvre lors du prochain rendez-vous ce mardi 11 mars, pour le vote de la motion en conseil d'administration. On n'arrêtera pas de parler de la Palestine et du colonialisme!

Kiks (Jeunesses Anticapitalistes)

À lire sur le site



Soutien aux médecins à diplôme hors Union européenne en grève de la faim



Solidarité pour empêcher l'expulsion des jeunes de la Gaîté Lyrique



Geodis ! La victoire des grévistes est proche !

MUNICIPALES 2026 Perpignan, laboratoire politique du RN

Bien qu'au fin fond de l'hexagone, loin des états-majors nationaux, Perpignan est devenue — avec l'élection à la mairie de Louis Aliot, vice-président du RN-FN — un enjeu national pour l'extrême droite et, par conséquent, de la lutte contre l'extrême droite.

Si la gauche n'en a pas pris toute la mesure, Marine Le Pen, elle, a bien compris qu'elle avait là, dans une capitale départementale, un laboratoire pour sa politique ultra-réactionnaire et une vitrine pour faire la preuve aux yeux de la droite et de la bourgeoisie que son parti est un gestionnaire responsable. D'où son choix de Perpignan pour tenir le congrès qui l'a désignée candidate à la présidentielle ou pour parader avec Bardella lors du dernier 1^{er} Mai. Ainsi, Aliot, qui a su débaucher une partie de la droite locale et tenir en laisse les nerfs ouvertement fascistes, évite de faire trop de vagues — dédramatiser oblige — tout en mettant en œuvre la politique du RN-FN dans les limites de ce que permet un pouvoir municipal. Mais qui préfigure ce que serait une France sous domination RN-FN.

Trois chevaux de bataille: «sécurité», racisme et ultra-nationalisme

Aliot a confié la «sécurité» à Xavier Raufer, un ancien chef des nerfs fascistes du groupe Occident. Perpignan, dans le peloton de tête des villes qui comptent le plus de chômeurEs et de pauvres, a le record national du nombre de flics et de caméras de surveillance par habitantE. La ville est quadrillée

par une cinquantaine de maires de quartier nommés par Aliot, qui organisent la délation. Tout comme ce réseau de surveillance avec des commerçants en lien direct avec la police municipale pour dénoncer tout «comportement suspect». La cible de cette «sécurité», objet d'une com qui sature l'espace public? Les habitantEs des quartiers populaires, ces quartiers qu'il s'agit, selon le chef de la police municipale, de «réinvestir». Une expression qui pue la guerre coloniale. La chasse au faciès, agrémentée de violences dont la presse se fait régulièrement l'écho, est la norme dans les quartiers populaires du centre-ville. Aliot compte les épurer des

MaghrébinEs et GitanEs qui y habitent — à coups de bulldozers détruisant les immeubles et de juteuses opérations immobilières de gentrification — et empêcher aussi bien l'installation de commerces dits «arabes» que l'accueil des MNA (mineurEs non accompagnés). Le racisme est aussi au cœur de sa campagne de glorification de l'Algérie française. Chaque année, une commémoration algérienne. Chaque 19 mars (date du cessez-le-feu de la guerre d'Algérie), les drapeaux sont mis en berne. À l'occasion du 60^e anniversaire de l'indépendance algérienne, le maire a décrété Perpignan «capitale des Français d'Algérie». Après avoir fait «citoyens d'honneur de la ville» le tortion-

LOUIS ALIOT GARDIEN DES TRADITIONS

LA CARGOLADE, LES ANCHOIS À LA CATALANE ET LA PERSÉCUTION DES GITANTS FONT PARTIE DE NOTRE PATRIMOINE...

CHARMAG



naire Denoix de Saint-Marc et les généraux Jouhaud et Zeller (organiseurs du coup d'État d'Alger de 1961), Aliot a baptisé une esplanade du nom de Pierre Sergent, le chef des assassins l'OAS-métropole. Le tout complété par une débauche de commémorations patriotardes et de festivités autour d'une France soi-disant éternelle, de nature intrinsèquement chrétienne, version catholicisme traditionaliste. Sans oublier une attaque systématique contre l'identité catalane de la ville...

Aliot donne enfin un avant-goût de l'étouffement par l'extrême droite de la liberté d'expression en faisant déposer par la ville (au frais des contribuables) des plaintes contre ses opposantEs politiques, et y compris contre la presse.

Front unique contre Aliot et l'extrême droite!

La résistance antifasciste n'a commencé qu'avec la manifestation, largement portée par les syndicats, qui a réuni 3000 personnes à l'occasion du congrès du RN à Perpignan en juillet 2021. Depuis, même s'il nous faut trop souvent nous battre pour dépasser les querelles et les intérêts d'appareil, la gauche parvient à se retrouver la plupart du temps pour se mobiliser contre les provocations algériennes d'Aliot. Ce que, malheureusement, ne suscite pas sa politique raciste sécuritaire et antigitanne. Mais dégager Aliot en 2026 — un enjeu national — ne pourra se faire sans unité ni sur le seul terrain électoral. Il faudra combattre par des mobilisations chacune de ses mesures réactionnaires et leur opposer une politique vraiment de gauche.

Correspondant

AUSTÉRITÉ Prenons les places pour la santé autour du 7 avril



Contre une politique qui met en danger notre santé, plus de 67 organisations réunies dans le Tour de France pour la santé appellent à prendre les places lors de la journée mondiale de la santé, autour du 7 avril prochain, et après!

Leur austérité tue... Notre santé, nos urgences, notre accès à un médecin, nos maternités et centres d'IVG, nos hôpitaux, l'accompagnement social, notre Sécu! Alors partout, dans les villes et les villages, prenons les places pour des initiatives, rassemblements, débats, die-in, musique, spectacle, autour de la journée mondiale de la santé qui a lieu le lundi 7 avril. À Paris le rendez-vous est donné Place de la République, samedi 5 avril de 14 heures à 16 heures. Partout, dans les villes, les villages et les quartiers, multiplions les initiatives unitaires, le 5. avril, le 7 avril ou après.

Notre santé n'est pas à vendre

Cette large unité, à l'initiative du Tour de France pour la santé, espace unitaire pour une

mobilisation des personnelEs et des usagerEs en défense du droit à la santé et pour un budget de la Sécurité sociale à la hauteur des besoins, fait suite à un appel du Réseau européen contre la privatisation et la marchandisation de la santé, rebaptisé Réseau européen Notre santé n'est pas à vendre. Ce réseau, qui regroupe des syndicats ou associations d'Italie, de France, d'Espagne, des Pays-Bas, d'Allemagne et de Belgique organise aussi une conférence au Parlement européen le 7 avril.

De Trump à l'Europe, la santé passe après la guerre

L'appel commence par un constat alarmant: «Cinq ans après la pandémie du covid, aucune leçon n'a été tirée: la santé n'est pas préservée du marché et les intérêts financiers sont de plus en plus prioritaires [...]. Alors que la santé de toutes et tous passe par la santé de chacunE, les partis nationalistes d'extrême droite voire de droite nient le droit à la santé pour les non-nationaux [...] Le personnel et les infrastructures de santé deviennent des cibles militaires, en totale contradiction avec le droit international, notamment à Gaza [...] Trump et les patrons multimilliardaires veulent mettre à genoux l'Organisation mondiale de la santé

et attaquent frontalement les organisations sanitaires et d'aide sociale avec, dans le monde entier, des effets immédiats dramatiques pour les précaires, les femmes et les enfants. Ils engendrent un climat de tension mondiale donnant priorité aux dépenses militaires sur les investissements en santé, suivis sur ce plan par les dirigeants européens (...) Les conséquences sanitaires du changement climatique et de la dégradation de l'environnement s'aggravent, dans une indifférence grandissante des autorités».

100% Sécu pour toutes et tous

Face au recul historique en France et en Europe de l'accès aux soins, le 5 ou le 7 avril, il s'agit de défendre: «une Sécurité sociale solidaire et universelle, prenant en charge intégralement à 100% les frais de santé et la perte d'autonomie, dans un périmètre étendu et défini selon les besoins de santé des populations, sans aucune condition. Aujourd'hui nous défendons l'Aide médicale d'État contre toutes les attaques et voulons demain une même carte vitale pour toute personne sur le territoire sans discrimination et un budget à la hauteur des besoins de santé physique et mentale, de soins, de prévention et d'accompagnement social de l'ensemble de la population». Alors Place à la santé, prenons localement contact avec les organisations du Tour de France, inscrivons-nous sur la carte interactive des initiatives!

Frank Prouhet



Culture

ESSAI **Militer à tout prix? Pourquoi nos collectifs nous font mal et comment les soigner, de Sarah Durieux**

Éditions Hors d'atteinte, 2025, 288 pages, 20 euros.

Au-delà du titre, qui semble taillé pour la rubrique « Penser / Agir » de *l'Anticapitaliste*, qu'en est-il vraiment de cet ouvrage?

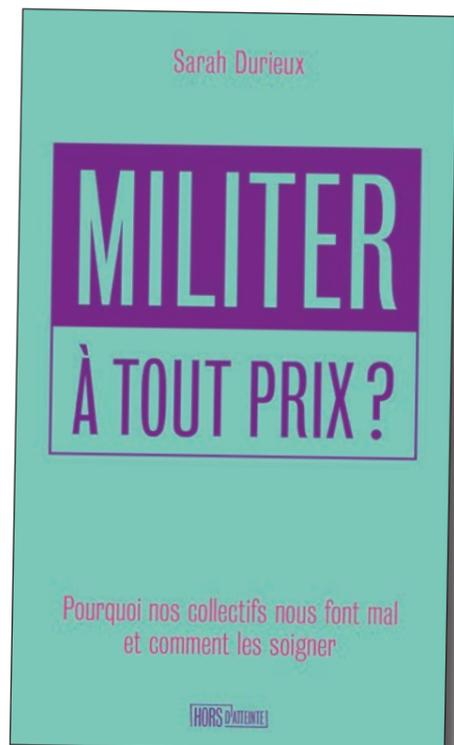
La première impression, c'est une sorte de malaise. En effet, il y a une ambiguïté quant à l'acception du terme « militer ». L'autrice l'utilise à la fois dans le sens que partagent la plupart des lecteurEs de notre excellent journal et pour désigner l'activité des permanentEs des grandes associations, des ONG, qui se désignent elleux-mêmes comme « activistes ». Il y a bien entendu des similitudes mais la différence de point de vue est manifeste, notamment parce que les activistes en question sont le plus souvent des salariéEs de leurs associations, qu'ils et elles sont soumises à des exigences de résultat, et que les méthodes utilisées pour optimiser leur activité relèvent parfois de méthodes modernes de management.

Un productivisme de l'engagement

Un certain nombre de questions posées dans ce livre sont néanmoins communes à ces deux univers, qui par ailleurs se côtoient et se recourent souvent. C'est le cas de la recherche de l'hégémonie, du culte de l'échelle — toujours être la plus grosse entité dans son domaine, et par là conquérir une place prépondérante — qui peuvent conduire à exploiter et accaparer les ressources militantes dans une démarche de concurrence. Cela peut également amener à polariser l'activité sur des indicateurs quantitatifs, au détriment du qualitatif, et même à introduire une dimension productiviste à l'engagement.

L'urgence règne

En corollaires, on trouve bien entendu des processus de domination, privilégiant la (soi-disant) raison à l'émotion, la concentration du pouvoir, voire la tyrannie de l'horizontalité. L'analyse de la culture du sentiment d'urgence, attachée à de nombreuses actions et beaucoup de démarches militantes, menant souvent à empêcher des discussions ou à les trancher de façon autoritaire, n'est pas sans rappeler certaines de nos pratiques et, pour les plus ancienNEs d'entre nous, la période un peu étrange où nous courions au-devant d'une histoire censée nous mordre la nuque.
Vincent Gibelin



L'an dernier sortait aux Éditions Points Pédés, un ouvrage collectif coordonné par Florent Manelli. Dans celui-ci, 8 militants, journalistes, artistes, cherchaient à raconter, décrypter les identités gays contemporaines pour construire de nouvelles formes de solidarités et de luttes.

Une équipe féministe autour d'un projet commun

Nous avons bien besoin de l'autre versant d'un ouvrage racontant les identités lesbiennes contemporaines en France... C'est le défi relevé avec brio par Marie Kirschen, fondatrice de la revue lesbienne *Well Well Well*, et autrice de *Herstory*,

ESSAI **Gouines, coordonné par Marie Kirschen et Maëlle Le Corre**

Éditions Points Féministe, 2024, 208 pages, 9,90 euros

Histoire(s) des féminismes aux éditions La ville brûle et Maëlle Le Corre, ancienne rédactrice en chef du site *Komitid* et autrice de *La PMA pour les nuls* chez First Éditions.

Les deux journalistes ont regroupé autour d'elles six autres créatrices, autrices, activistes, pour raconter la richesse, la diversité, la pluralité des identités lesbiennes d'aujourd'hui.



Toutes gouines, toutes différentes

Ainsi Amandine Agic évoque les questions de classe et capital culturel en milieu militant

lesbien. Erika Nomeni évoque quant à elle la misogynie et la grossophobie là où No Anger raconte le validisme. On y croise Adrienne Rich, la série *The L Word* ou encore Dorothy Allison, morte il y a quelques mois à peine. *Gouine*. L'insulte claqué. Elle a toujours défini les femmes à la marge, celles qui n'aimaient qui il fallait, comme il le fallait. *Gouine*, les autrices se réapproprient le stigmate. *Gouine*, ce n'est pas seulement être en couple avec une femme quand on en est une. C'est ce qui infuse et traverse tous les versants de sa vie, qui impacte sa façon de sociabiliser, sa façon d'être. On peut lire l'ouvrage d'une traite et le relire après, encore une fois ; ou alors un texte après l'autre, en picorant, en savourant. En y revenant.
Sally Brina

Librairie La Brèche
Événements militants, achats personnels ou cadeaux
► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil
la-breche.com
01 49 28 52 44 ► contact@la-breche.com

Vie du NPA l'Anticapitaliste

NPA RENNES Une table ronde féministe avec Aurore Koechlin

Le vendredi 7 mars, le comité rennais du NPA-l'Anticapitaliste organisait, conjointement avec l'UCL et Nous Toutes 35, une table ronde féministe pour discuter et préparer la journée du lendemain.

Reproduction sociale, syndicalisme et grève féministe

C'est d'abord Aurore Koechlin, sociologue et militante féministe et intervenante au nom du NPA, qui a pris la parole pour évoquer la reproduction sociale et rappeler l'importance et le poids d'un outil comme la grève féministe. Une intervenante de Solidaires a ensuite rappelé la nécessité du



NPA-L'ANTICAPITALISTE

syndicalisme, tout particulièrement dans les métiers de la santé, ou très féminisés et racisés, pour

pouvoir échanger, s'organiser et trouver ensemble de nouveaux moyens de lutte efficaces.

Nous Toutes 35 a également pris la parole pour évoquer les différentes façons de rendre la grève féministe tenable, notamment par le biais des gardes d'enfants que le collectif organise régulièrement sur les lieux de lutte, les caisses de grève, etc.

L'enjeu important de la mobilisation féministe

Le débat avec la salle, notamment porté par plusieurs salariéEs du milieu médical ou social, a beaucoup tourné autour de la faisabilité effective de la grève féministe dans des domaines où la culpabilisation des grévistes est toujours forte. En cette veille de journée internationale de lutte pour les droits des femmes, dans un contexte particulièrement tendu, la table ronde a fait salle comble et les échanges enrichissants auront permis de se donner un bel élan pour le 8 mars!
Comité rennais

PROJECTION Près de Caen, le cinéma fait le plein

Salle comble jeudi 6 mars au café des Images à Hérouville-Saint-Clair (14).

Plus de 200 spectateurs pour *Rouge, la couleur qui annonce le journal*, avec la présence de nos deux camarades : Olivier Besancenot et Fred Speelman, coréalisateurs du film.

Aventure humaine

Un public mixte, des ancienNEs mais aussi de nombreux jeunes. Avant le film, un camarade du Comité NPA-l'Anticapitaliste Caen a évoqué la situation internationale et ses conséquences pour les peuples palestinien et ukrainien. L'assurance de notre totale solidarité de toutes et tous a été très applaudie. L'après-film a permis aux participantEs d'exprimer leurs ressentis et d'interroger Olivier et Fred sur la genèse et la construction du film. Le fil retenu : l'aventure humaine du quotidien, cette volonté de toutes et tous de sortir chaque jour *Rouge*.

Une autre époque

Beaucoup ont dit que c'était un film émouvant. Olivier a insisté sur cette nouvelle époque qui vient, les vents contraires et l'histoire qui ne nous mord plus la nuque. Au contraire, elle veut nous briser la nuque. Il faut puiser dans le meilleur du passé, l'incessante lutte pour la parution du quotidien *Rouge* par exemple, pour affronter l'avenir. Fred a présenté l'association RaDAR. Les nombreuses personnes qui ignoraient le capital historique de notre courant pourront investir le site et découvrir la richesse des archives. À la fin, toutes les personnes qui étaient là ont exprimé auprès des militantEs leur satisfaction d'avoir participé à cet événement. Elles l'ont manifestée généreusement pour la souscription. Ce n'est qu'un début, continuons le combat!
Correspondant



NPA-L'ANTICAPITALISTE



PHOTO THÉÂTRE ROUGE

KANAKY « On garde l'espoir qu'on puisse aboutir à un accord qui respecte le droit international »

Entretien. Omayra Naisseline et Roch Wamytan — l'un des signataires des accords de Nouméa en 1998 — sont tous deux mandatés par le dernier congrès du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) pour participer à des discussions avec le ministère des Outre-mer. Ils sont élus, dans la province des Îles et la province du Sud, ainsi qu'au Congrès de la Nouvelle-Calédonie. Rencontre en février sur le plateau de la chaîne L'Anticapitaliste.

Quelle est la situation actuellement en Kanaky plusieurs mois après les révoltes du printemps dernier ?
Omayra Naisseline. Le pays a deux genoux à terre. Un chaos s'est installé depuis le 13 mai. C'est le passage en force du projet de loi constitutionnelle relatif au dégel du corps électoral qui a fait sombrer notre pays dans le chaos. Avant le 13 mai, le pays connaissait déjà des difficultés financières et budgétaires. Et après le 13 mai, tout s'est accéléré. Donc aujourd'hui, on a à peu près 11000 chômeurs. On a un recul de 30% de notre PIB. Et bien sûr, toutes les conséquences relatives au 13 mai : les prisonniers, nos quatorze morts aussi et une économie à terre.

Est-ce qu'on pourrait revenir un peu sur toutes ces 30, 40 dernières années ?

Roch Wamytan. La Nouvelle-Calédonie a été colonisée depuis le 24 septembre 1853. Donc ça fait déjà plus de 171 ans que la France a placé son drapeau. Dès le départ Napoléon III cherchait une terre lointaine pour évacuer son trop-plein de bagnards. Le 24 septembre, l'amiral Febvrier-Despointes est venu de Polynésie française pour l'acte de prise de possession de la Nouvelle-Calédonie. Nous les Kanak, nous vivions là depuis 3000 ans. On avait une civilisation, c'était une véritable civilisation, la civilisation mélanésienne, océanienne. La violence était quotidienne non seulement pour les bagnards sur place, mais aussi pour les Kanak puisque nous avons été confrontés à cette colonisation, à ce conflit permanent avec les forces coloniales françaises. Évidemment, nous nous sommes révoltés. Les tribus ont été dispersées.

Ce qui s'est passé le 13 mai dernier se situe dans cette séquence de révoltes face au colonisateur français.

Ce qui s'est passé le 13 mai dernier se situe dans cette séquence de révoltes face au colonisateur français

Ils nous ont volé notre pays, il faut qu'on retrouve notre pays. La volonté politique de la France, c'était de faire de la Nouvelle-Calédonie une Suisse du Pacifique. Et d'ailleurs on retrouve des directives, notamment la directive Messmer de 1972 qui va dans ce sens et vise à peupler la Nouvelle-Calédonie.

Nous avons eu tout 4 accords. Il y a eu un accord qui est signé en 1983, l'accord de Nainville-les-Roches, puis en 1984-1985, le statut de Fabius-Pisani, ensuite l'accord de Matignon en 1988 et l'accord d'Oudinot. Et ensuite nous avons signé il y a 25 ans maintenant l'accord de Nouméa, qui a donné corps à un processus de décolonisation et d'émancipation de la Nouvelle-Calédonie à partir de la revendication nationaliste du peuple kanak. Tous les systèmes qui ont été mis en place jusqu'à maintenant, ont été détricotés à un moment donné. Nous disons que nous avons été colonisés. Nous discutons avec les représentants du gouvernement français. C'est ce que nous avons fait là avec Manuel Valls pendant trois bilatérales, et nous allons poursuivre à Nouméa pour rechercher la sortie, pour fermer enfin cette histoire de la colonisation de notre pays.

Pourrais-tu nous expliquer comment se passent les discussions jusqu'à maintenant ?

Omayra Naisseline. La délégation, c'est le chef de la délégation du FLNKS, c'est le député Emmanuel Tjibaou; les représentants du FLNKS mandatés lors du 44^e congrès pour reprendre les discussions avec l'État; les anciens, M. Wamytan et M. Alosio-Sako; un membre du gouvernement M. Forrest; moi-même élue en province des îles au congrès de la Nouvelle-Calédonie et M. Xowie, sénateur. La reprise des discussions s'est faite en format bilatéral, comme demandé par le FLNKS. On a bien rappelé à l'État et au ministre Manuel Valls, que la délégation s'inscrit bien dans le FLNKS, dans le cadre du mouvement de libération et non dans le cadre de groupes institutionnels. Nous nous inscrivons bien avec un mandat du Front de libération. Donc ces bilatérales se sont déroulées rue Oudinot, donc avec le ministre. Nous avons eu trois bilatérales. Au cours de ces bilatérales, on est venu déposer notre panier de discussion au ministre, avec un certain nombre de points qui ont été mis sur la table des discussions, à savoir le contenu des discussions qui vont se poursuivre et qui vont après arriver à la phase de négociations. Le calendrier est clair, puisqu'on a aussi une trajectoire à respecter. Et bien sûr la méthode et le format des négociations qui seront engagées en Kanaky. On a insisté sur ce fait que les négociations doivent se faire chez nous et bien sûr en présence du président du FLNKS. Et donc là, le contenu des discussions a été déposé, sans tabou. On a dit et évoqué tout ce qu'on avait à dire et bien sûr la question des prisonniers politiques. Nous saluons aussi le fait que le ministre est aligné avec nous sur le fait que l'accord de Nouméa reste le plancher et le socle. La base des discussions pour aboutir aux négociations et au futur accord.

Nous saluons aussi le fait que le ministre est aligné avec nous sur le fait que l'accord de Nouméa reste le plancher et le socle

Le fait que le ministre semble vouloir revenir aux accords de Nouméa vous paraît une rupture de stratégie de la part de l'État ?

Omayra Naisseline. Oui, bien sûr. D'ailleurs, le ministre l'a dit lui-même et on l'a vu, c'est la rupture avec l'ancien ministre en charge du dossier calédonien. Et aujourd'hui le ministre Valls, qui rappelle quand même que l'accord de Nouméa est le socle, la base de nos discussions pour l'aboutissement du futur accord. C'est quand même quelque chose d'important. Et pour nous, c'est un point important du fait que ça a été rappelé à notre congrès du FLNKS. Maintenant on reste malgré tout vigilants, mais on garde l'espoir qu'on puisse aboutir à un accord qui respecte le droit international. Je rappelle que la Nouvelle-Calédonie est inscrite sur la liste des territoires non autonomes à décoloniser depuis 1986, donc ce processus-là doit aller jusqu'à l'aboutissement de la pleine souveraineté et fermer cette parenthèse coloniale. En 2030, dans cinq ans, ce sera la quatrième décennie pour l'éradication de la colonisation dans le monde. On reste les dernières colonies françaises. Avec le dossier de Kanaky, on espère que le gouvernement, l'État français, la France puisse sortir par le haut avec un accord qui respecte ce droit à l'autodétermination, le droit à la dignité du peuple kanak et le droit international.

Propos recueillis par Nico Dix

À voir sur le site

Retrouvez ici l'entretien en intégralité:



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)

[L.anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/Lanticapitaliste1)

[anticapitaliste.presse](https://www.anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA: vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai:

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

L'Anticapitaliste
la revue

Le n°163 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à:

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à: redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à: diffusion.presse@npa2009.org